

La république pour toutes les familles

Par **PIERRE TARTAKOWSKY**
Président de la Ligue des droits de l'homme (LDH)
NICOLAS GOUGAIN
Porte-parole de l'Inter-LGBT
JEAN-MICHEL DUCOMTE
Président de la Ligue de l'enseignement et **BERNADETTE GROISON**
Secrétaire générale de la Fédération syndicale unitaire (FSU)

Depuis plusieurs semaines, la plus grande partie de la droite, l'extrême droite bien sûr, les Eglises et en particulier leurs représentants, mais surtout les tenants de l'intégrisme religieux pour qui l'Etat de droit laïc reste un problème, multiplient menaces et discours apocalyptiques à propos du mariage pour tous, thème dont elles ont manifestement décidé de faire un cheval de bataille. L'expression de leur refus, leur choix d'un ordre moral sont évidemment légitimes dans une démocratie. Mais leur préférence à vouloir ériger leurs croyances en loi, paralyser le débat sous le vacarme et les «arguments» utilisés à cette fin sont intolérables. Rappelons, face au déferlement des responsables ecclésiastiques, que depuis 1792, le ma-

riage est un acte civil, sans aucun caractère religieux. Que les cultes ont parfaitement le droit d'épouser des vues rétrogrades sur le mariage, la famille, la sexualité. Mais en

La volonté de faire échec au mariage pour tous vise à ébranler le principe républicain de laïcité au profit de communautarismes intégristes.

aucun cas, celui d'étouffer le débat éthique et de corseter la liberté de conscience. Rappelons, face aux amalgames haineux entre homosexualité, polygamie, pédophilie, face aux chantages à la fin de l'humanité, que leurs auteurs se sont successivement opposés au divorce, à la contraception, à l'interruption de grossesse, au pacs... En agitant

les mêmes menaces. Rappelons aussi que les pays qui, dans le monde, ont ouvert le mariage à tous n'ont, bien sûr, nullement sombré dans la décadence et les turpitudes annoncées.

Ce retour d'ordre moral, assis sur une homophobie bien réelle et animé par l'agitation de grandes peurs, n'est pas sans arrière-pensées politiques. La volonté de faire échec au mariage pour tous vise à ébranler le principe républicain de laïcité au profit de communautarismes intégristes. Il vise à paralyser toute velléité de réforme, tout engagement contre les discriminations, tout projet de justice et de liberté.

C'est pourquoi nous appelons les députées et les députés,

les sénatrices et les sénateurs, les citoyennes et les citoyens à se mobiliser pour défendre l'Etat de droit. Nous les appelons à faire échec aux campagnes de haines, de peurs et d'exclusions, à soutenir le projet de mariage pour tous et à faire entendre leur volonté de voir le progrès se poursuivre, dans le respect des lois et des valeurs de la république. Ce changement n'a rien d'une menace, c'est, au contraire, une chance pour la société française !

Premiers signataires : Ardhis, Association des parents et futurs parents gays et lesbiens (APGL), Attac, Cnafal, Comité Idaho (International Day Against Homophobia and Transphobia), Homosexualités et Socialisme (HES), LMDE, Mrap, République et Diversité, SOS Homophobie, SOS Racisme, Syndicat des avocats de France (Saf), Unef.

Mariage pour tous, justice nulle part !

Par **FRANÇOIS-XAVIER BELLAMY**
Professeur de philosophie. Maire adjoint (sans étiquette) de Versailles, délégué à la jeunesse et à l'enseignement supérieur

Être ouverte aux parlementaires français, Nous avons moins de 30 ans. C'est nous qui hériterons de l'avenir que vous préparez aujourd'hui. Or, vous serez bientôt conduits à vous prononcer sur l'évolution du mariage, et votre décision comptera pour dessiner cet avenir ; aussi avons-nous notre mot à dire. Vous pensez peut-être que l'ouverture du mariage aux personnes de même sexe n'est pas d'une grande importance, et que d'autres sujets sérieux pourraient nous préoccuper. Nous sommes nés dans un monde en crise, et cette crise devrait être l'unique sujet d'inquiétude de notre génération. Mais nous pensons que la question du mariage en est l'un des aspects majeurs.

Le mariage pour tous, c'est, en fin de compte, la famille pour personne. C'est le législateur qui abandonne la norme et le bien communs.

C'est cette inquiétude qui nous pousse à parler, et elle seule : nous refusons une réforme qui ne pourra qu'aggraver la précarité des équilibres sociaux, et dont les plus jeunes seront les premières victimes. Toutes les formes de la crise que nous traversons sont le résultat d'une même rupture. Au nom du «progrès» et de la consommation conquérante, l'individualisme de nos sociétés occidentales a partout produit l'affaiblissement des repères fondamentaux. Il y a trente ans, dans le monde de l'économie, appeler à la mesure dans la consommation ou au respect de la nature vous valait d'être considéré comme un rétrograde ou un marginal. Aujourd'hui, c'est une nouvelle forme de dérégulation qui

s'annonce, cette fois-ci en matière de droit de la famille : une petite minorité, munie des armes classiques du lobbying politique et médiatique, martèle que la structure ancestrale de la famille, fondée sur l'alliance complémentaire d'un homme et d'une femme, doit être dépassée. Elle exige, sous prétexte de «progressisme», qu'on adapte la définition de la famille à la mesure de son désir, qu'elle prétend, à tort, partagé par toutes les personnes homosexuelles. Et qu'on lui cède, sans discussion, des enfants adoptés, ou fabriqués pour l'occasion s'il venait à en manquer.

Les voix qui alertent ne manquent pas. Des juristes, qui appellent à la prudence avant de bouleverser le socle même du droit de la famille et de la filiation. Des associations d'enfants adoptés, qui, avec les psychologues et les pédopsychiatres, s'inquiètent des conséquences sur les enfants. Des psychanalystes, qui rappellent combien la différence des sexes est nécessaire à la construction des personnalités et des sociétés. Tout cela est balayé d'un revers de main. Ceux qui doutent de cette réforme sont taxés de passésisme. Et pourtant, les rétrogrades ne sont pas où l'on croit : au nom des vieilles revendications d'une idéologie dépassée, certains voudraient refuser un débat nécessaire, et écarter ces voix qui pointent le risque pour les générations futures – pour notre avenir ! Mais comment accepter que le principe de précaution s'applique pour la défense de l'environnement, et non lorsqu'il s'agit de nos enfants ?

Nous ne parlons au nom d'aucun conservatisme, d'aucune haine. Nous serons les premiers à le rappeler, toute personne doit être respectée dans sa dignité ; et

nous espérons que notre jeunesse saura toujours se révolter contre le mépris, l'intolérance et la discrimination. L'injustice est scandaleuse quand elle touche les personnes homosexuelles ; mais elle ne l'est pas moins quand elle atteint les enfants. Affirmer que la société doit offrir à chaque jeune, autant qu'il est possible, de grandir avec un père et une mère ; que c'est le bien des plus petits qui doit être notre première préoccupation ; que le droit ne peut réinventer les liens de filiation pour satisfaire le désir des adultes – rien de tout cela n'est homophobe !

Nous voulons parler pour les plus vulnérables d'entre nous. Les jeunes, dans notre pays, sont touchés de plein fouet par la précarité ; comme partout, quand la crise frappe, c'est vers leur famille qu'ils se tournent. Dans les années d'épreuve qui s'annoncent pour notre génération, dans l'instabilité du monde qui vient, nous aurons plus que jamais besoin de la stabilité des repères familiaux. Le bouleversement que susciteraient ces filiations artificielles, séparées de la complémentarité des sexes, fragiliserait définitivement la structure la plus nécessaire. Le mariage pour tous, c'est, en fin de compte, la famille pour personne. C'est le législateur qui fuit son rôle, parce qu'il abandonne, au nom d'un faux progrès, la norme et le bien communs. C'est la république qui perd du terrain, au profit de l'individualisme consumériste et du communautarisme identitaire. Et quand le terrain perdu est celui de la famille, alors, le perdant, c'est l'enfant. Nous ne pouvons prendre ce risque ; nous comptons sur vous !

Les mille premiers signataires sur www.generationjusticepourtous.fr

CARNET

DÉCÈS

Mme Fortunée, Denise ZARKA, son épouse, M. et Mme ZARKA Michel et Anne-Marie, son fils et sa bru, M. ZARKA Erich, son fils, M. ZARKA Marc, son fils, et ses petits-enfants : Julie, Valentin, Thomas, Jérémie, Cécile, Martin et Théo.
Ont la douleur de vous faire part du décès de

M. ZARKA Joseph

survenu dans sa 90^{ème} année.
Les obsèques auront lieu le 5 décembre 2012 à 16 heures, au crématorium de CLAMART.
104, rue de la Porte de Trivaux, 92140 Clamart.

CONFÉRENCES

« LA DETTE ET LA DISTANCE, Les penseurs juifs allemands, Heidegger et les sciences sociales »

Colloque international, organisé par la SIREL (Société internationale de recherche Emmanuel Levinas), en partenariat avec l'Institut Goethe, 17, avenue d'Iéna, 75016 Paris, 10-11-12 décembre.

Inspiration et/ou critique ? Qu'en est-il du rapport de

Günther Anders, Hannah Arendt, Hans Jonas, Emmanuel Levinas, Karl Löwith, Herbert Marcuse, Leo Strauss, Eric Weil à leur ancien professeur.
Programme : www.sirel-levinas.org
Inscriptions : Goethe Institut : 01 44 43 92 30



Vous organisez un colloque, un séminaire, une conférence...
Contactez-nous

Réservations et insertions la veille de 9h à 11h pour une parution le lendemain
Tarifs 2012 : 16,30 € TTC la ligne Forfait 10 lignes 153 € TTC pour une parution (15,30 € TTC la ligne supplémentaire)
Abonnés et associations : -10%

Tél. 01 40 10 52 45 Fax. 01 40 10 52 35
Vous pouvez nous faire parvenir vos textes par e.mail : carnet-libe@amaurymedias.fr

La reproduction de nos petites annonces est interdite

Le Carnet
Christiane Nouygués
01 40 10 52 45

carnet-libe@amaurymedias.fr